

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Procédure n° ASNR-2026-013 RECH INTERV ASNR

**Recherche-Intervention – Dispositif pour accompagner
les évolutions d'organisation de l'ASNR**

Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

**ASNR
15 rue Louis Lejeune,
92120 Montrouge**

Adresse internet : <https://www.asnr.fr/>

**Profil acheteur du pouvoir adjudicateur : [https://www.marches-
publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET ET PERIMETRE	4
ARTICLE 2.	FORME, MODE DE PASSATION, ALLOTISSEMENT, TRANCHES ET DUREE 4	
ARTICLE 3.	MONTANTS.....	5
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 5.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 6.	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	10
ARTICLE 7.	PRIX DU MARCHE.....	10
ARTICLE 8.	MODALITES DE PAIEMENT	12
ARTICLE 9.	CLAUDE DE REEXAMEN.....	13
ARTICLE 10.	PRESTATIONS SIMILAIRES	14
ARTICLE 11.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
ARTICLE 12.	OBLIGATIONS DE L'ASNR.....	15
ARTICLE 13.	PENALITES	15
ARTICLE 14.	NANTISSEMENT	16
ARTICLE 15.	DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET EXECUTION DES PRESTATIONS A SES FRAIS ET RISQUES	16
ARTICLE 16.	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	16
ARTICLE 17.	DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE.....	17
ARTICLE 18.	RESILIATION.....	17
ARTICLE 19.	REGLEMENT DES DIFFERENDS	18
ARTICLE 20.	DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE.....	18

ARTICLE 21. ANNEXES AU CCAP.....	18
ANNEXE 1 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS PROFESSIONNELS DE DEPLACEMENT ET DE SEJOUR	19

ARTICLE 1. OBJET ET PERIMETRE

1.1 OBJET

Le marché a pour objet une recherche – intervention dont l’objectif est d’accompagner la réorganisation de l’ASNR tout en produisant des connaissances sur les conditions de réussite du changement.

Les spécifications techniques des prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le périmètre géographique des prestations est précisé dans le CCTP.

Les prix mentionnés dans l’annexe financière du marché comprennent tous les frais de déplacements et de séjour inhérents à la réalisation des prestations.

Seuls pourront être remboursés les frais de déplacements et de séjour professionnels relatifs à une prestation non comprise dans le périmètre initial des besoins mais devenue nécessaire pour la bonne exécution des prestations. Ces déplacements professionnels effectués par le titulaire le sont à la demande expresse de l’ASNR, après accord préalable et validation de la mission par l’interlocuteur technique ASNR.

Ils sont remboursés selon le barème de la réglementation ASNR reprise dans l’annexe 1 du présent CCAP « Barème de remboursement des frais professionnels de déplacement et de séjour », barème qui pourra faire l’objet d’une revalorisation périodique par l’ASNR.

Dans tous les cas, le remboursement par l’ASNR s’effectuera au titulaire par facturation, sur présentation des justificatifs.

ARTICLE 2. FORME, MODE DE PASSATION, ALLOTISSEMENT, TRANCHES ET DUREE

2.1 FORME

Il s’agit d’un marché ordinaire, dont l’objet et les prestations sont clairement définies.

2.2 MODE DE PASSATION

Compte tenu de ses caractéristiques, le présent **marché de services** est passé :

- sous le régime de la **procédure avec négociation** telle que définie aux articles L2124-3, R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique,

- avec des modalités de publication conformes aux dispositions du 1° de l'article R2131-16 du Code de la commande publique : publication d'un avis de marché dans le Bulletin officiel des marchés publics (BOAMP), au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE), et sur le profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Justification du recours à la procédure avec négociation

*Le recours par l'ASNR à la procédure avec négociation, à savoir une procédure passée après publicité et mise en concurrence préalables, est rendu nécessaire dans la mesure où le besoin ne peut être satisfait **sans adapter des solutions immédiatement disponibles** (1° de l'article R2124-3), et qu'il ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de **circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité opérationnelle et aux risques qui s'y attachent** (4° de l'article R2124-3).*

Bien que définies dans le CCTP (objectifs, cadre, périmètre et publics concernés notamment), les spécifications ne peuvent l'être avec une précision suffisante pour permettre le recours à l'appel d'offres ouvert ou restreint dans la mesure où dans un souci d'efficacité technique et économique il apparaît plus opportun que les soumissionnaires soient à l'initiative de la déclinaison opérationnelle des besoins, appropriée à la situation et au contexte de l'ASNR ; le contenu des offres faisant l'objet dans le cadre de cette procédure d'une négociation technique et financière afin d'en optimiser tous les aspects et d'assurer une mise en concurrence respectant les grands principes de la commande publique.

Etant précisé, qu'en cours d'exécution des prestations, la nécessité d'adapter et/ou étendre le contenu de l'accompagnement à des propositions complémentaires identifiées et chiffrées au stade de la remise des offres, en lien avec l'objet du marché et devenues nécessaires pour l'efficacité de la recherche-intervention dans sa globalité, a été prise en compte par le biais de la mise en place d'une clause de réexamen (cf article 9 du présent document).

Code(s) CPV	79315000-5 Services de recherche sociale 79414000-9 Services de conseil en gestion des ressources humaines
--------------------	---

2.3 ALLOTISSEMENT ET TRANCHES

Le présent marché n'est pas alloté dans la mesure où il ne permet l'identification de prestations distinctes, et ne comporte pas de tranches optionnelles.

2.4 DUREE

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification au titulaire, jusqu'à l'achèvement de l'exécution des prestations.

Le titulaire sera tenu de respecter ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché, et au-delà, si nécessaire concernant la confidentialité.

ARTICLE 3. MONTANTS

Le marché est conclu sans minimum en valeur ou en quantité, et avec un montant maximum correspondant sur sa durée d'exécution, toutes prestations comprises dont celles inhérentes à la mise en œuvre de la clause de réexamen, à 450.000,00 € HT.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-dessous, par ordre décroissant de priorité, et dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'ASNR font seuls foi :

- l'acte d'engagement et ses annexes, dont l'annexe financière ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses éventuelles annexes ;
- les règlements applicables sur les sites d'exécution des prestations de l'ASNR ;
- le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
- l'offre technique du titulaire.

Toute clause portée dans la proposition ou la documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'intégralité de l'accord est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont tout particulièrement concernées par cette disposition.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités de suivi de la prestation sont celles mentionnées dans le CCTP, ou définies conjointement par les parties.

Une 1^{ère} réunion de lancement est planifiée dès que possible, et au plus tard dans les deux (2) semaines qui suivent la date de notification, les réunions de suivi d'exécution des prestations interviendront à la fréquence et selon les modalités pratiques (sur site, en visioconférence, ...) définies dans le CCTP, voire conjointement par les parties.

5.1 INTERLOCUTEURS DU MARCHE

5.1.1 Interlocuteurs ASNR du titulaire

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les référents de l'ASNR sont :

Interlocuteur technique	Monsieur Daniel DELALANDE ASNR/DG daniel.delalande@asnr.fr +33 1 46 16 40 01
Interlocuteur achat	Madame Inès SEKOL ASNR/DAF/SAC/CCA ines.sekol@asnr.fr +33 6 30 77 22 04

Ils sont les interlocuteurs principaux du titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

5.1.2 Interlocuteurs du titulaire

Le nom des interlocuteurs techniques et commerciaux dédiés du titulaire pour l'ASNR est mentionné dans son offre (nom, les coordonnées professionnelles et les références des interlocuteurs dédiés de l'ASNR), et plus particulièrement celui de la personne en charge de l'exécution et du suivi des prestations.

Le titulaire veillera à s'organiser pour qu'en cas d'absence ou d'indisponibilité de l'interlocuteur dédié, un remplacement formé aux spécificités du marché puisse le remplacer le cas échéant, dont les coordonnées sont communiquées dans son offre.

S'il s'avère que la qualité des prestations ou l'attitude des personnels du titulaire n'est pas satisfaisante ou ne répond pas aux exigences de qualité mentionnées dans le CCTP, l'ASNR se réserve le droit par demande écrite et motivée d'exiger du titulaire des mesures de remplacement des personnels concernés.

Ces mesures de remplacement ne doivent nullement affecter la bonne exécution des prestations, supposant que le titulaire prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité et qualité d'exécution des prestations.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à affecter les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution du marché.

Lorsque le personnel du titulaire étant amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'ASNR, il s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité et accessibilité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur lesdits sites. De plus, les données auxquelles le personnel du titulaire a accès étant confidentielles, il appartient au titulaire de sensibiliser les intervenants sur ces points et de les faire respecter.

5.1.3 Remplacement des interlocuteurs du titulaire

En cas de remplacement d'un ou de plusieurs interlocuteurs, le titulaire doit en aviser l'ASNR par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés et, par la même occasion, désigner un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, en veillant à communiquer son nom, ses coordonnées professionnelles, ses références, ainsi que son CV, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

L'interlocuteur doit nécessairement avoir été formé à l'ensemble des spécificités, fonctionnalités et procédures du domaine auquel il est affecté.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'ASNR ne s'y oppose pas pour un motif légitime dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date d'envoi de la lettre. Si l'ASNR récusé le remplaçant, le titulaire dispose de dix (10) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer l'ASNR.

5.2 DEROULEMENT DE LA MISSION

Dans le cadre de l'exécution du marché, **sa notification au titulaire vaut démarrage d'exécution des prestations de recherche-intervention.**

L'accompagnement proposé par le titulaire en réponse aux besoins de l'ASNR correspond à une mission forfaitaire, qui pourra le cas échéant et selon les modalités exposées à l'article 9 du présent CCAP, être

adaptée et/ou complétée par des missions complémentaires, d'approfondissement sur un thème notamment.

5.3 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations sont ceux mentionnés dans le CCTP et pourront être précisés par l'ASNR au moment de la réunion de lancement, ou ultérieurement à la convenance des parties.

Ces délais sont indicatifs et peuvent être prolongés d'un commun accord entre les parties par échange de mails entre l'ASNR et le titulaire.

5.4 REMISE DES LIVRABLES

Les livrables de la prestation sont notamment décrits à l'article 9 du CCTP, leur réception étant réalisée suivant le principe défini ci-dessous :

- analyse par l'ASNR du livrable pour vérification ;
- version finale du livrable :
 - si le livrable est accepté sans remarque ; avec des remarques mineures, le titulaire prend en compte les éventuelles remarques et représente le livrable en incrémentant l'indice (exemple indice 1, un seul aller-retour pour des corrections mineures donne l'indice 1.1) ;
 - si le livrable est refusé avec remarques, le titulaire traite ces remarques et soumet, dans un délai à définir d'un commun accord entre les parties, une nouvelle version du livrable à l'indice supérieur pour approbation. Le délai ouvert au titulaire pour présenter à nouveau les livrables après ajournement ne constitue pas une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

5.5 PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ASNR est titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle pouvant naître à l'occasion du présent marché.

Le titulaire cède à l'ASNR, automatiquement et au fur et à mesure de leur réalisation, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle des différents éléments qui pourraient résulter de l'exécution des

prestations, objet du marché, et les livrables au sens large, rapports et études et ne conserve pour lui-même aucun de ces droits.

Ainsi, le titulaire cède exclusivement à l'ASNR, pour toute exploitation et sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu, l'ensemble des droits d'auteur attachés aux prestations, à savoir :

- le droit de reproduction en tout ou partie de l'élément considéré, par tout moyen, notamment par impression, procédés analogues et sur tout support actuel ou à venir, connu ou inconnu, notamment papier, support numérique et site internet ;
- le droit de représentation, publication et édition en tout ou partie de l'élément considéré, par tout procédé, notamment dans le cadre de présentation ou projection publique, par affichage, exposition, enregistrement numérique, disque multimédia ;
- les droits d'édition, d'adaptation, de correction, développement, traduction en tout ou partie de l'élément considéré, sous toute forme ;
- le droit d'utilisation, de diffusion au public, d'utilisation et d'exploitation de tout ou partie l'élément considéré, par tout moyen, sur tout support notamment papier, support numérique ou produit de merchandising, à titre gratuit ou onéreux.

La cession est consentie pour le monde entier, et pour la durée de protection de chaque élément considéré par le droit d'auteur.

En outre, l'ASNR pourra céder ou concéder librement les droits précédemment mentionnés à des tiers.

L'ASNR aura la faculté de procéder, en son nom propre, à toutes formalités en vue de la préservation des droits ainsi cédés. Ainsi l'ASNR est autorisé à procéder en son nom à tout dépôt de dessin et modèle, ou de marque, ou brevet, pour tous les éléments résultant de la réalisation de la prestation. L'enregistrement des titres de propriété intellectuelle en tous pays, qui pourrait être effectués, sera la propriété définitive et irrévocable de l'ASNR.

5.6 OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION

La constatation de l'exécution des prestations concernant les livrables fait l'objet d'une admission prononcée à la remise desdits livrables et/ou achèvement d'exécution de la mission, après acceptation de celles-ci sans réserve par l'ASNR.

Cette acceptation peut être formalisée par un procès-verbal d'admission (PVA) signé par les parties ; ou à défaut, la certification du service fait vaut admission des prestations.

5.7 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Sur demande de l'ASNR au terme du présent marché, le titulaire présentera un bilan des mesures et actions entreprises durant son exécution sur les thématiques ci-dessous énoncées.

5.7.1 Considérations environnementales

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire met en œuvre tous les moyens, procédures, démarches et politique environnementale et tout autre aspect, notamment sur les points suivants :

- L'empreinte écologique,
- Le transport et les déplacements, la gestion de la base documentaire,

- La sobriété numérique,
- L'économie des ressources et des énergies,
- La réduction, le tri et la valorisation des déchets,
- La sécurité des intervenants.

afin de limiter l'émission de gaz à effet de serre (GES), et préserver l'environnement.

En matière de déplacement de ses personnels, le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier motorisé, en privilégiant les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine (sans moteur) ou les transports en commun.

5.7.2 Considérations sociales

Le titulaire s'engage à promouvoir l'égalité, la diversité et l'inclusion sociale a minima dans son entreprise, voire dans le cadre de l'exécution des prestations, et s'engage à réaliser des actions d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

ARTICLE 6. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

titulaire s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque partie est responsable des traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'ASNR et supprimées si nécessaires à l'issue du contrat par le titulaire.

ARTICLE 7. PRIX DU MARCHE

7.1 PRIX TECHNIQUE

Conformément à l'article R2112-6 du Code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires appliqués que soient les quantités livrées ou exécutées.

7.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que la cession des droits de propriété

intellectuelle et d'utilisation des résultats telle que précisée au présent CCAP. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Ils intègrent notamment l'ensemble des fournitures, logiciels et matériels nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix indiqués dans le marché sont hors TVA. Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

7.3 PRIX ECONOMIQUE – VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes pendant toute la durée d'exécution du marché.

Ils sont actualisables selon les modalités ci-dessous détaillées, et réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois de remise des offres finales, soit le mois de juin 2026.**

Actualisation des prix

Ils sont actualisables, si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix, et la date de début d'exécution des prestations, aux conditions économiques correspondant à la date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix ainsi actualisé constitue le prix de règlement pendant toute la période d'exécution.

L'actualisation s'effectue selon la formule suivante :

Indice utilisé : INSEE « Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 » (identifiant 001565195)

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565195>

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

Formule d'actualisation mise en œuvre : $P1 = P0 (0.3 + 0.7 \times S1/S0)$

Avec :

P1 : prix de règlement après l'actualisation ;

P0 : prix de l'offre figurant sur l'annexe financière ;

S1 : dernier indice publié trois mois avant la date de début d'exécution des prestations ;

S0 : dernier indice publié au mois de dépôt des offres.

7.3.1 Clause de sauvegarde et butoir

Clause de sauvegarde

L'ASNR se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations en cas d'augmentation de plus de trois (3) % par rapport aux prix initiaux.

Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception des nouveaux tarifs par l'ASNR.

Néanmoins, si des circonstances particulières devaient entraîner une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, le titulaire devra adresser à l'ASNR un courrier expliquant les raisons qui justifient ce réajustement exceptionnel des prix.

Clause butoir

Si l'augmentation de prix résultant de l'actualisation est supérieure à trois (3) %, l'ASNR se réserve la possibilité de bloquer l'actualisation au taux indiqué.

ARTICLE 8. MODALITES DE PAIEMENT

8.1 AVANCES ET ACOMPTES

Avance

Le titulaire, sauf s'il y renonce en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement, bénéficie de l'avance lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Son taux est de 30 % du montant du bon de commande TTC.

Modalités de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, à chaque transmission des demandes de paiement des prestations par le titulaire. Il s'effectue par précompte sur les sommes dues au titre d'acomptes et de solde selon les modalités suivantes : montant TTC des prestations facturées multiplié par le taux de l'avance prévu au marché.

La facture devra indiquer :

- Le montant TTC des prestations réalisées ;
- Le montant TTC déduit au titre de l'avance perçue (selon la formule de remboursement précitée) ;
- Le montant TTC à régler après déduction du remboursement de l'avance ;
- Le montant TTC de l'avance restant à rembourser.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre, et le montant de l'avance affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Acompte

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes, dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

8.2 PAIEMENT ET DELAI DE PAIEMENT

Le paiement sera réalisé sur le budget de l'ASNR qui se libèrera des sommes dues par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture conforme par l'ASNR.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation d'une facture, après admission des prestations et certification du service fait par l'ASNR selon les modalités suivantes : **à terme échu par phase du projet.**

8.3 FACTURATION

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture électronique déposée sur CHORUS PORTAIL PRO (CPP - <https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le titulaire transmet une facture par instance qui devra impérativement :

- **référencer l'ASNR via son SIRET n° 130 001 803 00035,**
- comporter, outre les mentions légales obligatoires, le numéro d'engagement juridique figurant sur la page de garde de l'acte d'engagement (au format 33000XXX),
- et les références bancaires ou postales du compte du fournisseur à créditer.

Toute facture incomplète ou parvenant avant les échéances contractuelles concernées sera réputée non conforme et sera renvoyée à l'émetteur par le biais de CPP. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres des versements est :

Monsieur le Président de l'ASNR
15 rue Louis Lejeune
92120 MONTRouGE

Le comptable assignataire des versements est :

Service du contrôle budgétaire et comptable du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (SCBCM - MTECT) GRANDE ARCHE DE LA DEFENSE- PAROI SUD 92055 La Défense cedex Tél. 01 40 81 67 21	ASNR CENTRE-COMPTABLE / SFACT Boîte postale n°17 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
--	--

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la commande publique est : Monsieur le Président de l'ASNR

ARTICLE 9. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché prévoit la possibilité pour l'ASNR de faire évoluer ou d'ajuster certaines conditions d'exécution du contrat, dont notamment :

- les objectifs et le cadre de la recherche-intervention,

- les modalités d'exécution des prestations,
- l'extension ou diminution du contenu de l'accompagnement, notamment à des propositions de missions complémentaires, d'approfondissement par thème, identifiées et chiffrées au stade de la remise des offres, en lien avec l'objet du marché et devenues nécessaires pour l'efficacité de la recherche-intervention dans sa globalité.

Le contenu (mission(s) et livrable(s)) et le chiffrage précis des prestations complémentaires sont affinés par les parties.

Le réexamen des conditions d'exécution du contrat s'opère lors des réunions de suivi des prestations, et donne lieu à la formalisation des évolutions au sein d'un procès-verbal signé par les parties, valant modification du marché (au sens de l'article R2194-1.1° du Code de la commande publique).

ARTICLE 10. PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, l'exécution d'un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires pourra être confiée au titulaire du présent marché, passé après mise en concurrence.

Les prestations similaires consistent en la répétition des services confiés au titulaire, doivent être conformes au projet de base qui doit avoir précisé les services supplémentaires possibles, et les conditions de leur attribution.

Le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services, ne doit pas remettre en cause les modalités de mise en concurrence initiale. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans le cadre de l'exécution du présent marché, à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations, et a pour obligation d'informer l'ASNR dès lors qu'il identifierait un conflit d'intérêt relatif à l'objet des prestations, susceptible de compromettre la neutralité des travaux qui lui sont confiés.

A défaut d'une information du titulaire, l'ASNR pourra résilier le contrat de façon unilatérale, sans préavis et sans indemnités pour le titulaire.

Le titulaire s'engage à affecter le personnel et le matériel nécessaires tant en nombre qu'en qualification pour effectuer les prestations qui lui seront confiées au titre du présent marché. Il doit s'assurer d'obtenir les niveaux de qualité requis et définis au CCTP.

11.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Si avant la notification du marché ou au cours de son exécution, le titulaire reçoit communication à titre secret ou confidentiel de renseignements ou documents, il est tenu d'en maintenir la confidentialité.

Le titulaire s'engage formellement tant pour lui-même que pour ses collaborateurs, à ne jamais communiquer ou publier en France et/ou à l'étranger, sans autorisation préalable et écrite de l'ASNR, les résultats issus des prestations effectuées ainsi que les renseignements de toute nature dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution des missions que lui confie l'ASNR, et cela, sans limitation dans le temps.

Tous les documents qui seront remis au titulaire pour les besoins de la prestation ne seront utilisés que dans le cadre strict de cette prestation et seront rendus ou détruit à l'issue de la prestation.

Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles déjà connues du public.

ARTICLE 12. OBLIGATIONS DE L'ASNR

L'ASNR s'engage à communiquer au titulaire toutes les données, informations et documents qui sont en sa possession et qui sont utiles à la réalisation des prestations.

L'ASNR garantit le titulaire de toute action relative aux droits de propriété desdites données, informations et études mises à sa disposition.

L'ASNR s'engage à faciliter l'accès du titulaire aux informations détenues par ses soins, relatives à l'objet du marché.

ARTICLE 13. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités peuvent s'appliquer à chaque constat de manquement aux obligations contractuelles sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, et à compter du lendemain du jour ou de l'heure où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Elles sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités est plafonné à trente (30) % du montant de la facture.

L'ASNR peut appliquer une pénalité forfaitaire pour chaque constat de retard d'exécution, d'inexécution totale ou partielle ou de mauvaise exécution, d'un montant de deux cents (200) euros par jour ouvré et par manquement, constaté à compter de la date contractuelle.

En cas de prolongation des délais d'exécution convenue d'un commun accord entre les parties et formalisée par email, le titulaire est exonéré de l'application des pénalités de retard.

13.1 MODALITES DE TRAITEMENT

Les pénalités sont prélevées par précompte sur les sommes dues au titre d'acompte ou de solde.

13.2 CARACTERE DES PENALITES

Les pénalités appliquées au titulaire ont un caractère non libératoire.

Leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR.

ARTICLE 14. NANTISSEMENT

En cours d'exécution du marché, le titulaire qui souhaite céder ou nantir sa créance, en informe l'acheteur qui lui communique :

- soit un certificat de cessibilité
- soit une copie de l'original de l'acte d'engagement revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

ARTICLE 15. DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET EXECUTION DES PRESTATIONS A SES FRAIS ET RISQUES

En cas d'inexécution, de prestations qui par leur nature, ne peuvent souffrir d'aucun retard, ou si l'exécution des prestations entraîne un retard compromettant du fait du titulaire ou le non-respect des dispositions relatives à la confidentialité, l'ASNR peut de plein droit passer une commande de substitution avec un autre prestataire aux frais et risques du titulaire défaillant, y compris dans le cas où ces faits n'entraînent pas la résiliation du marché.

Le titulaire doit fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de la commande de substitution par le tiers désigné par l'ASNR.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 16. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et notamment :

- Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

- Pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les salariés et agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'ASNR les modifications survenant au cours de l'exécution des prestations du présent marché. En cas de manquement à cette obligation, l'ASNR ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire s'engage à fournir :

- pour lui-même et, le cas échéant, pour le compte de son ou de ses cotraitants(s)/sous-traitant(s), tous les six (6) mois à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail,
- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents

Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASNR à l'adresse suivante : <https://www.aprovall.com/fr/>

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution du marché, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

L'ASNR se réserve le droit de résilier le marché, en cas de manquement du titulaire aux obligations visées ci-dessus.

ARTICLE 18. RESILIATION

18.1 GENERALITES

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse,

à l'exception d'une résiliation en raison du non-respect des dispositions relatives au périmètre géographique ou confidentialité qui ne requiert aucune mise en demeure préalable.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

18.2 RESILIATION EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEUX AU MARCHÉ

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-FCS.

18.3 RESILIATION EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHÉ

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En cas de faute du titulaire

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

ARTICLE 19. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, il sera fait application des dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

Le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise.

ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

ARTICLE 21. ANNEXES AU CCAP

Annexe 1	Barème de remboursement des frais professionnels de déplacement et de séjour
----------	--

ANNEXE 1 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS PROFESSIONNELS DE DEPLACEMENT ET DE SEJOUR
(A LA DATE DU 1^{ER} JANVIER 2025, BAREME POUVANT ETRE REVALORISER DE MANIERE PERIODIQUE)

PREAMBULE

Les déplacements effectués à moins de 75 km du siège social du Titulaire ou du lieu habituel de réalisation des prestations ne donnent lieu à aucun remboursement.

L'IRSN ne rembourse pas les frais de taxi, pour quelque motif que ce soit.

Les dépenses sont remboursées sur la base des frais réellement engagés sur production des justificatifs correspondants et dans la limite des plafonds journaliers ci-après définis.

Cette annexe ne s'applique que dans le cas où les tarifs des déplacements ne peuvent pas être prévus dans le bordereau de prix de l'offre du prestataire.

A - En France

I - CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT (Transports collectifs)

Les voyages et séjours seront remboursés sur la base des indemnités de déplacement fixées comme suit :

*** VOYAGES**

- Voyage	S.N.C.F. 2ème classe - Avion classe éco
----------	---

*** SEJOUR**

- Si la durée du séjour est inférieure à 30 jours consécutifs, les plafonds journaliers ci-dessous sont appliqués :

PLAFONDS JOURNALIERS DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE RESTAURATION ET D'HEBERGEMENT			
MISSIONS		Missions en province	Mission à Paris et en région parisienne
JOURNEE DE MISSION SANS HEBERGEMENT	Missions en zone d'affectation (75 km autour du site d'affectation du salarié)	28 €	
	Missions hors zone d'affectation (au-delà de 75 km autour du site d'affectation du salarié)	54 €	
JOURNEE DE MISSION AVEC HEBERGEMENT	Toutes missions	154 €	175 €

- Si la durée du séjour est supérieure ou égale à 30 jours, les plafonds journaliers ci-après sont appliqués :

	Province	Paris et Région parisienne
Frais d'hébergement (remboursement aux frais réels justifiés dans la limite d'un plafond journalier (à partir du 1 ^{er} jour)	76 €	93 €
Frais de restauration Forfait journalier (à partir du 1 ^{er} jour)	36 €	37 €

II - CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT* (voiture) :

(Pour le cas où les transports collectifs ne peuvent être utilisés et après accord préalable de l'IRSN).

Indemnité au kilomètre parcouru :

TYPES DE VEHICULES	PUISSANCE DU VEHICULE	TARIF KILOMETRIQUE
Automobile	De 5 CV et moins	0,32 €
	De 6 et 7 CV	0,41 €
	De 8 CV et plus	0,45 €
Motocyclette	Cylindrée supérieure à 125 cm ³	0,15 €
Vélomoteur	Cylindrée de 50 à 125 cm ³	0,12 €
Bicyclette à moteur auxiliaire et voiturette	Cylindrée inférieure à 50 cm ³	0,09 €

Possibilité de location de voiture (Cat A ou B) avec accord préalable de l'IRSN (remboursement sur justificatifs du loueur de véhicule)

B- A l'étranger

Les frais de repas pris sur le lieu de la mission et les frais d'hébergement sont remboursés dans la limite des plafonds suivants déterminés à partir :

- du barème applicable aux personnels civils de l'Etat (https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000047552075)
- de l'application du barème « taux de chancellerie » indiquant la contrepartie en euros des monnaies étrangères (https://www.economie.gouv.fr/dgfip/taux_chancellerie_change)

PLAFONDS JOURNALIERS DE REMBOURSEMENT	
JOURNEE DE MISSION SANS HEBERGEMENT	40% du barème du ministère
JOURNEE DE MISSION AVEC HEBERGEMENT	118% du barème du ministère